



Décision individuelle N° 2020-247

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte d'EDF
Adresse : Siège d'exploitation - Aéropole BP1, 05130 TALLARD
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : héliportage de matériels pour la réalisation d'examens réglementaires
Localisation : barrage hydroélectrique du Lac de la Fous (commune de Belvédère, 06)

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 11 août 2020 par Madame Montereymard Marielle, chargée d'affaires au sein d'EDF – Pôle Hydro Grenoble Alpes,

Considérant que la demande de survol est liée à l'héliportage de matériels encombrants, nécessaires à la réalisation d'examens réglementaires suite aux travaux réalisés à l'intérieur du barrage hydroélectrique de la Fous,

Considérant que cet héliportage n'a pas pu être mutualisé avec ceux précédemment accordés sur le site, dans la mesure où ces examens doivent être réalisés lorsque l'usine d'exploitation de Belvédère est à l'arrêt, ce dernier ayant été programmé en septembre,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représenté par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national.

Ces survols sont liés à l'acheminement de matériels nécessaires à la réalisation d'examens réglementaires sur le barrage hydroélectrique de la Fous.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : RINGOT Benoît
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3
n° de l'appareil : F-HMGM

2.2. Les survols seront effectués conformément au plan de vol annexé à la présente.

L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

2.3. Le nombre total de rotations autorisé ne devra pas excéder :

- 1 rotation pour l'acheminement du matériel ;
- 1 rotation pour le repli du matériel.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les dates suivantes :

- acheminement du matériel sur site, le 15 septembre 2020 (matin) ;
- repli du matériel, le 16 septembre 2020 (matin).

En cas de force majeure, le report des survols **après ces dates** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contacts :

chef de service par intérim : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr)

service (général) : vesubie@mercantour-parcnational.fr

☎ : 04.93.03.23.15

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

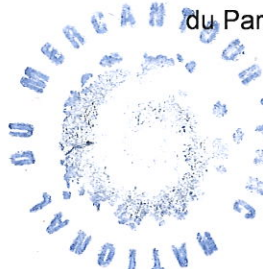
La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 1^{er} septembre 2020

La directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU



Copies :

- service territorial Vésubie
- Mme Montereymard M. (EDF - marielle.monterymard@edf.fr)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

